

# Gaza : l'aboutissement d'un agenda éliminationniste de 125 ans

Le génocide à Gaza n'a pas commencé le 7 octobre 2023, et il n'est pas non plus une réaction à un acte de violence isolé. Il est l'aboutissement de **125 années d'un projet politique conçu avec un objectif ouvertement éliminationniste** : s'emparer de la terre de Palestine, effacer son peuple autochtone et le remplacer par une population de colons. Contrairement à la rhétorique de la « Reconquista » utilisée par les racistes en Europe – qui revendiquent au moins des liens ancestraux – il ne s'agit pas d'une reconquête. C'est une conquête par des étrangers, fondée sur la négation de l'existence même du peuple qu'ils cherchent à déplacer.

Du **premier Congrès sioniste en 1897** aux déclarations des dirigeants israéliens à travers les générations – Golda Meir affirmant « Il n'existe pas de peuple palestinien », Yosef Weitz insistant sur le fait que « la seule solution est une Palestine sans Arabes », Raphael Eitan qualifiant les Palestiniens de « cafards dans une bouteille » – le noyau idéologique n'a jamais changé. L'objectif a toujours été *Eretz Israel Hashlema*, la « Terre complète d'Israël », du fleuve à la mer, débarrassée de sa population autochtone.

## Asymétrie sur le terrain : une guerre seulement de nom

Israël présente ses actions à Gaza comme une « guerre », mais c'est une distorsion. La guerre, selon le droit international, suppose un conflit entre deux forces militaires relativement comparables. Gaza n'a rien de tout cela. Ce qui se déroule n'est pas un combat, mais une offensive unilatérale menée par l'une des armées les plus avancées du monde – soutenue par les États-Unis, le Royaume-Uni et l'Allemagne – contre une population civile assiégée.

Depuis le 3 mars 2025, Israël a imposé un **siège total** sur Gaza : *pas de nourriture, pas d'eau, pas de médicaments, pas de carburant*. La Classification intégrée de la sécurité alimentaire (IPC) a déclaré une **famine de phase 5** – le niveau le plus catastrophique – avec des enfants mourant de faim chaque jour. Les hôpitaux sont en ruines, 90 % des maisons sont détruites, et plus de **60 000 Palestiniens ont été tués** depuis octobre 2023, principalement des femmes et des enfants.

Ce n'est pas de la proportionnalité ; c'est de l'**annihilation** – une violation directe des interdictions des Conventions de Genève concernant les punitions collectives, le ciblage des civils et l'utilisation de la famine comme arme de guerre.

## Asymétrie dans le récit : contrôler l'histoire

Les tueries sont accompagnées d'une guerre contre la vérité. L'unité de renseignement militaire israélienne 8200, les groupes de pression occidentaux comme l'AIPAC, l'ADL, l'AJC et UN Watch, ainsi que les gardiens des médias tels que les rédacteurs en chef de longue date pour le Moyen-Orient à la BBC, façonnent le récit depuis des décennies.

Les journalistes à Gaza ne sont pas de simples dommages collatéraux – ils sont **systématiquement ciblés**. Au moins 242 ont été tués depuis octobre 2023, soit le taux de mortalité des journalistes le plus élevé jamais enregistré. Avec la presse étrangère largement interdite d'entrer à Gaza, Israël contrôle l'objectif à travers lequel le monde extérieur voit la destruction. Les chiffres provenant de sources palestiniennes sont rejetés comme de la « propagande du Hamas », tandis que les déclarations de l'armée israélienne sont rapportées comme des faits, créant un faux équilibre qui efface l'ampleur et l'intention du massacre.

L'incident du *Handala* le 26 juillet 2025 est emblématique. Un navire d'aide humanitaire battant pavillon norvégien, transportant des médecins, des parlementaires, des journalistes et du lait maternisé pour les enfants affamés, a été détourné dans les **eaux internationales** par les forces israéliennes – un acte flagrant de piraterie d'État selon l'article 101 de la CNUDM. L'aide a été saisie, les passagers détenus, et la famine a continué. Il ne s'agissait pas de sécurité. Il s'agissait de faire taire les témoins et de s'assurer que le siège reste intact.

## Asymétrie dans les institutions : le bouclier de l'impunité

Même le système juridique international – conçu pour contenir de telles atrocités – a été subverti. **Les États-Unis utilisent leur droit de veto** au Conseil de sécurité de l'ONU pour bloquer presque toutes les résolutions condamnant Israël, paralysant l'organe et protégeant Israël des sanctions ou de l'application des mesures.

Cette protection institutionnelle est renforcée par une **capture politique ouverte**. Le 6 novembre 2024, l'AIPAC s'est vanté sur les réseaux sociaux que **190 de ses candidats soutenus** avaient remporté leurs élections au Congrès américain – démocrates et républicains confondus – pour « renforcer le soutien bipartisan à la relation entre les États-Unis et Israël ». Ce n'est pas une théorie du complot ; c'est un fait public, célébré par le lobby lui-même. Le résultat est un Congrès qui approuve régulièrement des milliards d'aide militaire, ignore les arrêts de la CIJ et refuse d'appliquer même les conditions les plus élémentaires du droit international à Israël.

La Cour pénale internationale (CPI) et la Cour internationale de Justice (CIJ) ont émis des mesures provisoires ordonnant à Israël de permettre l'entrée de l'aide humanitaire à Gaza. Israël les a ignorées sans conséquence. Le procureur de la CPI, Karim Khan, a été victime d'une campagne de diffamation et a été forcé de prendre un congé ; ses adjoints n'ont pas poursuivi les mandats d'arrêt contre les dirigeants israéliens à l'origine du siège actuel. Plusieurs juges de la CPI et responsables de l'ONU critiques envers Israël ont été sanctionnés par les États-Unis. Ce n'est pas un échec du système – c'est le système, plié pour protéger un État de toute responsabilité.

## De la négation verbale à l'effacement physique

Pendant plus d'un siècle, les dirigeants sionistes ont associé la **négation verbale** de l'existence palestinienne à l'**effacement physique** sur le terrain. Les slogans ont peut-être changé – de « une terre sans peuple pour un peuple sans terre » à « Israël a le droit de se défendre » – mais l'objectif est resté le même. Chaque guerre, massacre et déplacement a été une autre « pièce » de terre prise, un pas de plus vers une Palestine sans Palestiniens.

De l'**assassinat de Jacob Israël de Haan en 1924** pour s'être opposé au sionisme, au **massacre de Deir Yassin en 1948**, au **massacre de Sabra et Chatila en 1982**, à la destruction de l'aéroport de Gaza en 2001, et aux assauts répétés à grande échelle sur Gaza au XXI<sup>e</sup> siècle, Israël a montré qu'il utilisera **tous les moyens possibles** – terrorisme, nettoyage ethnique, guerre de siège – pour atteindre ses ambitions territoriales.

## Conclusion : l'issue finale à Gaza

Ce qui se passe à Gaza aujourd'hui n'est pas une déviation de l'histoire d'Israël – c'est sa conclusion logique. L'**agenda éliminationniste** conçu à Bâle en 1897, maintenu par des décennies de rhétorique déshumanisante et de violence systémique, a atteint sa phase la plus effrontée.

Gaza n'est pas un champ de bataille. C'est le test décisif pour savoir si un État peut commettre un génocide sous les yeux du monde entier sans faire face à de réelles conséquences – non pas parce que les preuves manquent, mais parce qu'il a capturé les récits, paralysé les institutions et sécurisé la loyauté de la législature la plus puissante au monde.

Si le monde permet que cela continue, le message est clair : **le droit international est facultatif, les droits humains sont négociables, et le génocide peut être rebaptisé auto-défense** – à condition d'avoir les bons amis aux bons endroits.